



Chapitre A-18

LOI FAVORISANT L'AMÉLIORATION DES FERMES

Exécution de la loi. **1.** L'Office du crédit agricole du Québec est chargé de l'exécution de la présente loi.

S. R. 1964, c. 109, a. 1.

SECTION I

DÉFINITIONS

- Interprétation: **2.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:
- « agriculture »: a) « agriculture »: la culture du sol ou l'élevage d'animaux de ferme;
- « exploitant agricole »: b) « exploitant agricole »: toute personne physique dont l'agriculture est la principale occupation;
- « agriculteur »: c) « agriculteur »: toute personne physique qui est propriétaire ou locataire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation; il désigne également, dans le cas de propriété indivise d'une ferme, plusieurs personnes physiques à condition que parmi celles-ci, il se trouve un ou plusieurs exploitants agricoles détenant au moins soixante pour cent des droits de propriété dans telle ferme;
- « aspirant-agriculteur »: d) « aspirant-agriculteur »: toute personne physique âgée d'au moins dix-huit ans et d'au plus quarante ans, propriétaire ou locataire d'une ferme, qui s'adonne à l'agriculture sans en faire sa principale occupation et s'engage à en faire sa principale occupation dans les délais et suivant les conditions fixés par règlement;
- « ferme »: e) « ferme »: tout immeuble exploité ou devant l'être dans un délai raisonnable pour fins agricoles;
- « ferme rentable »: f) « ferme rentable »: une ferme susceptible de produire, compte tenu de l'ensemble de ses ressources, un revenu permettant à ceux qui l'exploitent d'en acquitter les frais d'exploitation y compris l'entretien et la dépréciation, de remplir leurs obligations et de faire vivre leur famille convenablement;
- « corporation d'exploitation agricole »: g) « corporation d'exploitation agricole »: une corporation constituée en vertu de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous

ses actionnaires soient des personnes physiques et qu'au moins soixante pour cent des actions de chaque catégorie émises soient la propriété d'exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme;

«coopérative d'exploitation agricole»;

h) «coopérative d'exploitation agricole»: une société coopérative agricole formée en vertu de la Loi sur les sociétés coopératives agricoles (chapitre S-24) ou une association coopérative formée en vertu de la Loi sur les associations coopératives (chapitre A-24), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, pourvu que tous ses producteurs actionnaires ou tous ses membres, selon le cas, soient des personnes physiques, qu'au moins soixante pour cent des actions ordinaires ou des parts sociales, selon le cas, soient la propriété d'exploitants agricoles et que la majorité de ses producteurs actionnaires ou de ses membres, selon le cas, soient des exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme;

«société d'exploitation agricole»;

i) «société d'exploitation agricole»: une société au sens du Code civil qui a pour objet principal l'exploitation en commun d'une ferme rentable dont elle est propriétaire ou locataire, qui est formée au moyen d'un contrat écrit conforme aux règlements, qui est constituée de personnes physiques et dont au moins soixante pour cent des intérêts sont la propriété d'exploitants agricoles dont la majorité a pour principale occupation l'exploitation de cette ferme;

«emprunteurs-conjoints»;

j) «emprunteurs conjoints»: plusieurs personnes physiques, à qui un prêt est consenti conjointement, qui exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble des fermes dont elles sont propriétaires ou locataires en se partageant, suivant les proportions déterminées entre elles, les revenus de l'ensemble de ces fermes, pourvu qu'au moins soixante pour cent de l'ensemble des intérêts dans cette ferme soient la propriété d'un ou de plusieurs agriculteurs;

«emprunt»;

k) «emprunt»: tout emprunt contracté conformément aux dispositions de la présente loi;

«emprunteur»;

l) «emprunteur»: un agriculteur, un aspirant-agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole à qui un prêt est consenti, ainsi que des emprunteurs conjoints;

«caisse»;

m) «caisse»: toute caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (chapitre C-4);

«banque»;

n) «banque»: toute banque au sens de la Loi sur les banques (Statuts du Canada) ou de la Loi sur les banques d'épargne de Québec (Statuts du Canada);

«prêteur»;

o) «prêteur»: une caisse ou une banque de laquelle un emprunt a été obtenu;

«fédération»;

p) «fédération»: La Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses populaires Desjardins, la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins, la Fédération des Caisses d'établissement du

- Québec, la Fédération des Caisses d'économie du Québec et la Fédération des Caisses d'entraide économique du Québec;
- «*règlement*»:
 q) «*règlement*»: tout règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi;
- «*prêt*»:
 r) «*prêt*»: tout prêt consenti conformément aux dispositions de la présente loi.
- Personnes considérées
 comme propriétaires.
 Le détenteur d'une ferme en vertu d'un billet de location et l'occupant en vertu d'une convention de vente consentie à un ancien combattant sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre V-4) sont considérés comme propriétaires pour les fins de la présente loi.
- S. R. 1964, c. 109, a. 2; 1965 (1^{re} sess.), c. 40, a. 1; 1969, c. 43, a. 1; 1972, c. 33, a. 1; 1975, c. 35, a. 1.

SECTION II

CONTRIBUTION À L'AMÉLIORATION DES FERMES

- Montant maximum d'un
 prêt.
3. Une banque ou une caisse peut consentir à un emprunteur répondant aux critères de besoin établis par règlement, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 7, un prêt qui ne doit en aucun cas excéder \$50,000. Un même emprunteur peut obtenir plus d'un prêt à condition que le total dû en principal ne dépasse jamais le maximum de \$50,000.
- Cas d'exploitation
 conjointe.
 Lorsque effectivement des agriculteurs exploitent conjointement une ferme rentable constituée de l'ensemble de leurs fermes, ils ne peuvent obtenir un prêt qu'en qualité d'emprunteurs conjoints.
- S. R. 1964, c. 109, a. 3; 1965 (1^{re} sess.), c. 40, a. 3; 1969, c. 43, a. 2; 1972, c. 33, a. 2; 1975, c. 35, a. 2.
- Avis préalable.
4. Dans les cas et les limites établis par règlement, l'avis de l'Office du crédit agricole du Québec doit être obtenu préalablement au consentement d'un prêt.
- 1975, c. 35, a. 2.
- Limite du montant dû par
 un emprunteur.
5. Le montant total dû par un emprunteur en vertu de la présente loi ne doit en aucun temps excéder \$50,000, sauf quant aux dettes qui lui échoient par succession subséquentement à tout emprunt par lui contracté.
- Limite du montant, au cas
 de prêt conjoint antérieur.
 Pour les fins du premier alinéa, le montant total dû en vertu de la présente loi par un agriculteur ou un aspirant-agriculteur qui a déjà obtenu un prêt conjointement avec d'autres ne doit en aucun temps excéder \$50,000 en y incluant sa part relative dans le solde du prêt qu'il a déjà ainsi obtenu conjointement.

Limite du montant dû par des emprunteurs conjoints.

Le montant total dû par des emprunteurs conjoints en vertu de la présente loi ne doit également en aucun temps excéder \$50,000 en y incluant les montants déjà dus par chacun d'eux en vertu de prêts qui leur ont été consentis et de prêts dont ils ont assumé le paiement.

1975, c. 35, a. 2.

Remboursement d'intérêt.

6. Le gouvernement est autorisé à rembourser à un emprunteur, dans les cas et selon les modalités prévus par règlement, un montant équivalent à l'intérêt à trois pour cent sur une somme n'excédant pas \$15,000 due en principal sur un ou plusieurs emprunts.

1975, c. 35, a. 2.

Fins du prêt.

7. Un prêt peut être consenti pour une ou plusieurs des fins suivantes:

- 1° amélioration au fonds de terre;
- 2° achat ou réparation d'instruments aratoires, d'outillage ou de machinerie agricole et d'équipement de ferme, y compris un tracteur de ferme et tout autre véhicule automobile permis par règlement;
- 3° achat d'animaux reproducteurs;
- 4° achat, construction ou amélioration de bâtiments de ferme;
- 5° construction ou aménagement de parc d'engraissement;
- 6° installation ou amélioration d'un système d'approvisionnement en eau potable;
- 7° installation ou amélioration de filerie électrique;
- 8° achat de contingents et de quotas dans les cas et suivant les conditions prévus par règlement;
- 9° achat de terre additionnelle.

Définition.

L'une ou l'autre des fins d'emprunt prévues au présent article peut, pour les fins de son application, faire l'objet d'une définition ou d'une énumération dans un règlement.

S. R. 1964, c. 109, a. 4; 1965 (1^{re} sess.), c. 40, a. 4; 1969, c. 43, a. 3; 1972, c. 33, a. 3; 1975, c. 35, a. 3.

Emprunt constaté par billet.

8. Chaque emprunt doit être constaté par un billet ou par une reconnaissance de dette en la teneur prescrite par règlement ou par un acte de prêt; en outre, l'emprunteur doit, dans les cas prévus par règlement, fournir au prêteur les garanties qui y sont spécifiées.

Bail conforme aux normes.

Lorsque l'emprunteur est locataire d'une ferme ou qu'il en est le preneur en vertu d'un bail emphytéotique, son bail doit être conforme aux normes prévues par règlement.

S. R. 1964, c. 109, a. 5; 1965 (1^{re} sess.), c. 40, a. 5; 1969, c. 43, a. 4; 1972, c. 33, a. 4; 1975, c. 35, a. 4.

Durée du prêt. **9.** La durée d'un prêt ne doit pas excéder dix ans, excepté dans le cas d'un prêt pour achat de terre additionnelle ou pour amélioration au fonds de terre au moyen de drainage souterrain où cette durée ne doit pas excéder quinze ans.

S. R. 1964, c. 109, a. 6; 1965 (1^{re} sess.), c. 40, a. 7; 1969, c. 43, a. 5; 1975, c. 35, a. 5.

SECTION III

DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES PRÊTS

Remboursement par un nouvel emprunt. **10.** Le remboursement, au moyen d'un nouvel emprunt contracté par le même emprunteur, d'un prêt ou du solde d'un prêt donnant lieu à un remboursement d'intérêt, supprime le droit à ce remboursement.

S. R. 1964, c. 109, a. 9; 1965 (1^{re} sess.), c. 40, a. 9; 1969, c. 43, a. 6; 1972, c. 33, a. 5; 1975, c. 35, a. 6.

Taux d'intérêt. **11.** Le taux d'intérêt sur tout emprunt ne doit pas dépasser le maximum fixé par règlement.

S. R. 1964, c. 109, a. 10; 1975, c. 35, a. 7.

Versements. **12.** Tout emprunt visé par la présente loi doit être remboursé par versements égaux et consécutifs qui peuvent être, selon que convenu entre l'emprunteur et le prêteur, mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels.

S. R. 1964, c. 109, a. 11.

Anticipation. **13.** Nonobstant toute stipulation inconciliable, l'emprunteur a toujours le droit de rembourser par anticipation, en partie ou en entier, le principal de son emprunt.

S. R. 1964, c. 109, a. 12.

Validité d'émission d'actions. **14.** Aucune émission ou répartition ni aucun transfert d'actions d'une corporation d'exploitation agricole qui est un emprunteur n'est valide sans l'autorisation de l'Office du crédit agricole du Québec.

Modification au contrat. Aucune modification au contrat par lequel est formée une société d'exploitation agricole qui est un emprunteur n'est valide sans l'autorisation de l'Office.

Validité d'émission d'actions ordinaires. Aucune émission ou répartition, aucun transfert ni aucun remboursement d'actions ordinaires ou de parts sociales, selon le cas,

d'une coopérative d'exploitation agricole à qui un prêt est consenti n'est valide sans l'autorisation de l'Office.

1969, c. 43, a. 7; 1975, c. 35, a. 8.

Remboursement. **15.** Le montant remboursable par le gouvernement est versé à l'emprunteur, tous les six mois; cependant, il n'est payé qu'autant que l'emprunteur a acquitté lui-même les versements échus d'intérêt et de principal et qu'il continue de remplir les conditions requises pour bénéficier de la présente loi.

Restriction. Aucun remboursement n'est fait à l'égard d'intérêt sur les versements arriérés.

S. R. 1964, c. 109, a. 14; 1969, c. 43, a. 9; 1975, c. 35, a. 10.

Terme pour acquittement. **16.** Lorsqu'à l'expiration du terme prévu à l'article 9, un emprunteur n'a pas acquitté en entier ses obligations et que le prêteur lui accorde terme pour l'acquittement du solde du prêt, l'emprunteur n'a plus droit au remboursement d'intérêt, mais le prêteur continue de bénéficier de la garantie prévue à l'article 19.

S. R. 1964, c. 109, a. 15; 1965 (1^{re} sess.), c. 40, a. 10.

Faussees déclarations. **17.** Un emprunteur qui obtient un remboursement d'intérêt à la suite de fausses déclarations ou de faux prétextes, ou emploie le produit ou une partie du produit de l'emprunt à des fins autres que celles pour lesquelles celui-ci a été obtenu, est de plein droit déchu du droit au remboursement et doit rendre à l'Office du crédit agricole du Québec ce qu'il a reçu.

S. R. 1964, c. 109, a. 16; 1969, c. 43, a. 10.

Enquête et visite. **18.** L'Office du crédit agricole du Québec ou le prêteur peut procéder à toute enquête relativement à une demande d'emprunt ou à un prêt et faire en tout temps une visite ou une inspection des biens faisant l'objet de la garantie d'un emprunt.

1975, c. 35, a. 11.

SECTION IV

GARANTIE PARTIELLE DU GOUVERNEMENT

Garantie du gouvernement. **19.** Le gouvernement du Québec garantit au prêteur le remboursement des pertes de principal et d'intérêt, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en réclamer ou en obtenir le paiement résultant des prêts visés par la présente loi et subies par:

a) une banque, jusqu'à concurrence de dix pour cent du montant total de ces prêts consentis par cette banque;

b) une caisse qui n'est pas affiliée à une fédération, jusqu'à concurrence de dix pour cent du montant total de ces prêts consentis par cette caisse;

c) une caisse affiliée à une fédération, jusqu'à concurrence de dix pour cent du montant total de ces prêts consentis par les caisses affiliées à cette fédération.

Subrogation.

Lorsque l'Office du crédit agricole du Québec rembourse au nom du gouvernement une perte résultant d'un emprunt contracté en vertu de la présente loi, il est subrogé aux droits du prêteur auquel un remboursement est ainsi effectué, jusqu'à concurrence du montant de ce remboursement.

Assentiment de l'Office.

L'emprunteur dont le défaut entraîne un tel remboursement ne peut bénéficier d'un autre emprunt sans l'assentiment préalable de l'Office.

S. R. 1964, c. 109, a. 17; 1965 (1^{re} sess.), c. 40, a. 11; 1969, c. 43, a. 11; 1975, c. 35, a. 12.

Effet du remboursement
d'une perte.

20. Lorsque le gouvernement rembourse une perte en vertu de l'article 19, l'emprunteur dont le défaut a entraîné ce remboursement n'a plus droit au remboursement d'intérêt sur tout autre emprunt qu'il a contracté.

1969, c. 43, a. 12.

SECTION V

EXÉCUTION

Règlements.

21. Le gouvernement peut:

a) définir, par règlement, les expressions «principale occupation», «activité principale», «culture du sol» et «élevage d'animaux de ferme» employées dans l'article 2;

b) édicter tout règlement visé aux paragraphes *d* et *i* de l'article 2, aux articles 3, 4, 6, 7, 8, 11 et 19;

c) fixer les conditions accessoires ou secondaires auxquelles les prêts sont soumis, quant aux titres de l'emprunteur, aux actes de prêt, à la protection des garanties et aux autres matières de même nature et fixer la partie du prix d'achat ou du coût des travaux qui doit être payée par l'emprunteur autrement qu'avec le produit d'un emprunt lorsque cet achat ou ces travaux constituent une fin de l'emprunt;

d) prescrire, par règlement, les formules à utiliser, les documents et renseignements à produire et le délai de leur production.

Publication.

Tout règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur

à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

S. R. 1964, c. 109, a. 18; 1965 (1^{re} sess.), c. 40, a. 13; 1969, c. 43, a. 13; 1975, c. 35, a. 13.

Garanties et dépenses.

22. Les sommes dues en conséquence des garanties prévues par la présente loi sont payables sur le fonds consolidé du revenu et les autres dépenses sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature.

S. R. 1964, c. 109, a. 19.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 109 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-18 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 109

Chapitre A-18

LOI DE L'AMÉLIO-
RATION DES FERMES

LOI FAVORISANT
L'AMÉLIORATION
DES FERMES

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	
2	2	
par. a) - c)	par. a) - c)	
par. c ¹)	par. d)	
par. d)	par. e)	
par. e)	par. f)	
par. f)	par. g)	
par. f ¹)	par. h)	
par. g)	par. i)	
par. g ¹)	par. j)	
par. h)	par. k)	
par. i)	par. l)	
par. j)	par. m)	
par. k)	par. n)	
par. l)	par. o)	
par. m)	par. p)	
par. n)	par. q)	
par. o)	par. r)	
3	3	

AMÉLIORATION DES FERMES

S.R. 1964, c. 109

L.R. 1977, c. A-18

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

3a

4

3b

5

3c

6

4

7

5

8

Section III (titre)

Abrogé 1965 (1^{re} sess.),
c. 40, a. 6

6

9

7 - 8

Abrogés 1965 (1^{re} sess.),
c. 40, a. 8

Section IV

Section III

9

10

10

11

11

12

12

13

12a

14

13

Abrogé 1975, c. 35, a. 9

14

15

15

16

16

17

16a

18

Section V

Section IV

17

19

17a

20

S.R. 1964, c. 109

L.R. 1977, c. A-18

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

Section VI

Section V

18

21

19

22

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

